

Les auteurs et autrices

Julien ALDHUY est géographe et économiste de formation, docteur en géographie et aménagement. Maître de conférences en aménagement de l'espace et urbanisme à l'université Paris Est Créteil (UPEC), il est affecté à l'École d'urbanisme de Paris et au Lab'URBA (EA3482). Ses recherches portent sur les liens entre recompositions territoriales et changement sociospatial ; les discours, politiques et pratiques, de la dimension économique de l'aménagement et du développement des territoires ; les grands projets, les grands équipements ou les grandes infrastructures saisies à travers une analyse en termes de pouvoirs urbains. De 2018 à 2024, il a coanimé l'axe « Actions et territorialisations » du Collège international des sciences territoriales (FR2007 CIST), au titre duquel il est intervenu dans ce volume.

Adrien BAYSSE-LAINÉ est chargé de recherche CNRS à l'université Grenoble Alpes (UMR5194 PACTE, laboratoire de sciences sociales). Inscrits en géographie du droit et géographie sociale de l'environnement, ses travaux portent sur les dynamiques foncières rurales en France, au prisme des nouveaux régimes d'attention pour les sols.

Nadia BELAÏDI est directrice de recherche CNRS, spécialisée en droit international et comparé de l'environnement et en anthropologie du droit (branche des sciences juridiques). Ses travaux portent sur la conceptualisation et l'expérimentation de l'ordre public écologique (matériel) à partir de la conservation de la nature. Elle travaille sur les normes écologiques et environnementales en Afrique australe et dans les négociations internationales où elle interroge les conceptions de la nature des États, institutions et groupes sociaux et aborde la relation Homme-Nature comme un révélateur des rapports sociaux.

Vincent Bos est docteur en géographie de l'université Sorbonne Nouvelle-Paris 3 au sein de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL). L'article a été écrit quand il était chercheur postdoctoral au laboratoire GéoRessources (UMR7359) à l'université de Lorraine à Nancy. Ses recherches s'inscrivent principalement en géographie politique des ressources et en géographie critique de l'énergie, interrogeant la notion de transition énergétique et ses formes au prisme des dynamiques sociospatiales et des stratégies d'acteurs.

Élisabeth BOTREL est maîtresse de conférences en droit privé au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM – École supérieure d'ingénieurs géomètres et topographes [ESGT]) et membre du laboratoire de recherche Géomatique et foncier (EA4630 GeF). Ses travaux de recherche s'intéressent aujourd'hui particulièrement à la mutation de la règle de droit des biens et à la place réservée aux accords de volonté dans celle-ci.

Dyhia BRAHIMI est diplômée d'un master 2 en architecture (université de Tizi Ouzou, Algérie), d'un master 2 en dynamique et géographie des territoires (université d'Amiens Jules Verne Picardie) et d'un master 1 de l'École d'urbanisme de Paris. Stagiaire puis ingénieure d'études à l'INRAE, elle a contribué à des recherches portant sur le diagnostic réglementaire et la gestion durable du bâti agricole et alimentaire dans le cadre du projet BâtiAlim. Depuis 2019, elle est enseignante en sciences et technologie à l'éducation nationale.

Sylvia BRUNET est professeure de droit public à l'université de Rouen Normandie. Elle est responsable du thème « Territoires et mobilités » du Centre universitaire rouennais d'études juridiques (UR4703 CUREJ). Elle a codirigé de 2019 à 2023 le projet « Analyse des recompositions de l'action publique territoriale » du Collège international et interdisciplinaire des sciences territoriales (FR2007 CIST), dont elle est désormais directrice adjointe. Elle a notamment dirigé l'ouvrage *Population, temps, territoires. Les évolutions territoriales entre résilience et innovation*, PURH, coll. « Les dossiers des Annales de Droit », 2023.

Claire COURTECUISSÉ est maîtresse de conférences HDR en histoire du droit et des institutions à l'université Grenoble Alpes et membre du Groupement de recherches sur l'administration locale en Europe (GIS GRALE). Ses travaux portent essentiellement sur l'administration territoriale des problématiques migratoires et environnementales par les acteurs publics locaux.

Maylis DESROUSSEAUX est maîtresse de conférences en droit public au sein du Lab'URBA (EA3482, École d'urbanisme de Paris). Ses recherches portent principalement sur l'appréhension juridique des sols et les enjeux environnementaux liés aux questions foncières.

Marie FORGET est enseignante-chercheuse en géographie à l'université Savoie Mont Blanc au laboratoire Environnements, dynamiques et territoires de montagne (UMR5204 EDYTEM). Ses recherches portent sur l'exploitation et la préservation des ressources, interrogeant notamment le *nexus* mine/eau/énergie dans les transitions énergétiques. Elle s'intéresse particulièrement aux matérialités et externalités des transitions entre Nord et Sud. Elle analyse et étudie les dynamiques territoriales des échelles locales à planétaire ainsi que les rôles des territoires de montagne. Ses terrains d'étude sont centrés sur les Andes et les Alpes.

Marie FOURNIER est maîtresse de conférences en aménagement-urbanisme au sein du laboratoire Géomatique et foncier (EA4630 GeF, CNAM). Ses recherches portent principalement sur les politiques publiques d'environnement.

Stéphane GHIOTTI est géographe, directeur de recherche CNRS au laboratoire ART-Dev (UMR5281) à Montpellier. Ses recherches portent sur la géographie des territoires de l'eau. Il travaille sur la gestion et la gouvernance de l'eau par bassin et sur les enjeux littoraux à travers celles des complexes lagunaires (comparaison Occitanie/Corse). Ses terrains d'étude sont localisés en Méditerranée (France, Maroc, Liban).

Mathieu GIGOT est docteur en géographie et maître de conférences en aménagement de l'espace-urbanisme à l'UMR8504 Géographie-cités équipe CRIA (université Paris Cité). Il s'intéresse aux politiques patrimoniales et plus particulièrement à leur territorialisation et leur mise en œuvre au travers des outils de la planification urbaine, et aux interactions entre droit et géographie-aménagement. Il travaille sur les instruments d'action publique, dans leur diversité et leur dimension juridique, et sur la reconnaissance des patrimoines territoriaux dans la planification et au travers des labels.

Camille GIRAULT est maître de conférences en géographie à l'université Savoie Mont Blanc et au laboratoire Environnements, dynamiques et territoires de montagne (UMR5204 EDYTEM). Ses recherches portent sur l'accès aux espaces naturels et sur les politiques de protection de l'environnement confrontées aux problématiques d'urbanisation.

Antoine GOSNET est doctorant en géographie-aménagement à l'EHESS, rattaché à l'UMR8504 Géographie-cités et ATER en géographie à l'université Paris Nanterre. Sa thèse interroge le rôle de l'État, sous ses différentes émanations, dans l'encadrement de la politique et de la production de logements en Île-de-France, que le projet du Grand Paris Express semble réactualiser.

Nicolas KADA est professeur de droit public à l'université Grenoble Alpes et membre du Groupement de recherches sur l'administration locale en Europe (GIS GRALE). Auteur de nombreux ouvrages et articles sur l'administration territoriale, il est également expert pour le Conseil de l'Europe et élu local.

Lionel LASLAZ est maître de conférences HDR en géographie et aménagement à l'université Savoie Mont Blanc (UMR5204 EDYTEM). Il travaille sur les espaces protégés, les conflits environnementaux et l'acceptation sociale des politiques de protection en montagne (Alpes, Islande). Il est responsable du M2 professionnel géographie et aménagement de la montagne. Parmi les dix ouvrages qu'il a publiés ou dirigés, il a coordonné *l'Atlas des espaces protégés en France* (2020).

Florian LAUSSUCQ est docteur en droit privé, enseignant-chercheur en droit au sein de l'ESPI (École supérieure des professions immobilières) Bordeaux et du laboratoire ESPI2R (ESPI Research in Real Estate). Sa thèse de doctorat porte

sur les relations entre droit comptable et droit fiscal dans la détermination du résultat d'un groupe de sociétés. Ses thèmes de recherche s'orientent principalement autour du droit fiscal, du droit des groupes, du droit commercial, du droit comptable ; il s'intéresse également aux relations entre numérique et droit.

Clémence LETULLE est titulaire d'un M2 Urbanisme et projet urbain de l'institut d'urbanisme de Grenoble. Elle a réalisé les enquêtes relatives à cette étude dans le cadre d'un stage au sein du projet ANR Jasminn à l'UMR Innovation. Elle est cheffe de projet aménagement des espaces publics pour la ville d'Avignon.

Fabrizio MACCAGLIA est professeur de géographie à l'université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis et membre du laboratoire LADYSS (UMR 7533). Ses travaux sur la territorialisation de l'action publique l'ont conduit à développer une réflexion sur les usages et les rapports au droit, considérant que le droit est une ressource pour agir et à ce titre ouvre la voie à une activité sociale et à des jeux de transaction qui en définissent localement la signification, le champ d'application et les effets.

Patrice MELÉ, géographe, professeur des universités à l'université de Tours (UMR7324 CITERES), membre de l'Institut universitaire de France, a développé des travaux, dans des contextes européens et latino-américains, sur la place du droit dans le cadre de conflits urbains, patrimoniaux et environnementaux et sur le rôle des qualifications juridiques de l'espace. Il plaide pour la construction d'une géographie du droit en action ancrée sur l'analyse de situations d'actualisation locale du droit.

Marie MELLAC est maîtresse de conférences en géographie à l'université Bordeaux Montaigne et membre de l'UMR5319 Passages. Elle travaille sur les questions foncières et s'est récemment intéressée, en Asie du Sud-Est continentale, aux conditions de production et d'application du droit foncier dans le cadre des ouvertures économiques ; en France, aux aspects fonciers des microfermes (projet MicroAgri). En 2020 elle a coordonné, avec Lucie Bony, un numéro double des *Annales de géographie* (733-734) sur « Le droit : ses espaces et ses échelles ».

Romain MELOT est directeur de recherches au sein du département ACT à l'Institut national de la recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE). Son activité de recherche se situe dans le domaine de la sociologie du droit. Ses travaux portent en particulier sur les modalités de recours au tribunal, les stratégies des justiciables et plus largement sur les usages sociaux du droit, incluant les pratiques réglementaires dans le cadre administratif.

Béatrice MÉSINI est chargée de recherche CNRS au laboratoire Temps, espaces, langages, Europe méridionale, Méditerranée (UMR7303 TELEMMe), géographe et politiste. Ses travaux portent en partie sur les habitats légers, mobiles et démontables comme vecteurs d'inclusion sociospatiale, s'intéressant à la manière dont s'en saisissent le droit de l'urbanisme, le droit au logement et le droit de l'environnement, au prisme des pratiques institutionnelles et habitantes.

Chloé NICOLAS-ARTERO, docteure en géographie, est chargée de recherche IRD à l'UMR Savoirs, environnement et sociétés (SENS). Elle a soutenu sa thèse au Centre de recherche et de documentation des Amériques (UMR7227 CREDA) à l'université Sorbonne Nouvelle-Paris 3. Elle a enseigné la géographie à l'IHEAL, d'abord comme monitrice puis en tant qu'ATER. En 2021, elle a réalisé un postdoctorat au Center for Climate and Resilience Research à Santiago du Chili et en 2022 au Politecnico de Milan. Ses recherches portent sur l'appropriation de l'eau au Chili et interrogent plus précisément les rapports entre le droit, la nature et la production de l'espace.

Alice NIKOLLI est maîtresse de conférences en géographie à l'université Savoie Mont Blanc et au laboratoire Environnements, dynamiques et territoires de montagne (UMR5204 EDYTEM). Ses travaux portent sur l'appropriation et la réglementation des espaces convoités pour leurs aménités paysagères et récréatives, au croisement des notions d'espace public et d'inégalités environnementales.

Brigitte NOUGARÈDES est docteure en sociologie et ingénieure d'études au département ACT à INRAE, au sein de l'UMR Innovation. Ses travaux portent sur les enjeux sociaux soulevés par la gestion territoriale du bâti agricole et alimentaire, tels que les effets des innovations sur les relations sociales entre agriculteurs et résidents ou les enjeux de justice sociospatiale dans l'allocation des droits à construire. Elle a coordonné le projet BâtiAlim au sein duquel ont été en partie conduits les travaux exposés dans ce texte.

Coline PERRIN est directrice de recherche en géographie à INRAE, UMR Innovation. Ses travaux croisent géographie rurale, urbanisme et géographie critique. Ils portent sur les interactions entre les villes, l'agriculture et l'alimentation, notamment sur la gouvernance du foncier agricole. Elle a coordonné de 2015 à 2019 le projet de recherche ANR Jasminn (protection du foncier agricole périurbain : enjeux de justice et innovations foncières).

Cécile REGOURD est maîtresse de conférences en droit public à l'université de Toulouse Capitole, secrétaire générale de l'Association française de droit des collectivités locales (AFDCL). Elle a soutenu une thèse consacrée aux métropoles à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (publiée chez Dalloz en 2020 : *Les métropoles au prisme du modèle territorial français*, coll. « Thèmes et commentaires »). Elle a consacré une diversité de publications aux questions territoriales.

Solène REY-COQUAIS est docteure en géographie, membre associée au pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (UMR8586 PRODIG) et enseignante à l'École normale supérieure (Paris). Ses recherches s'intéressent à la construction géolégale des territoires miniers transnationaux. Elles analysent en particulier les formes de gouvernance environnementale dans le secteur extractif et la place des territoires locaux dans la production normative à plusieurs échelles.

Oriane Sulpice est maîtresse de conférences en droit public à l'université Lumière Lyon 2 (laboratoire Transversales EA4573). Elle travaille sur le droit de la montagne et les contentieux juridiques autour des documents d'urbanisme des stations de sports d'hiver.

Philippe Tanchoux, est professeur en histoire du droit au CRJ Pothier à l'université d'Orléans. Spécialisé sur l'histoire administrative et l'histoire de la patrimonialisation en France, il s'intéresse à la protection/valorisation du patrimoine culturel immatériel depuis la fin du XVIII^e siècle et son ingénierie juridique, à la portée politique et la dimension démocratique accordées au processus de patrimonialisation, aux filiations/oppositions entre domaines culturel et naturel dans l'essor de ce processus.

Mathilde Vignau est docteure en géographie, actuellement chargée de mission au sein de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle a travaillé en tant qu'enseignante-chercheuse en urbanisme au sein de l'ESPI Marseille et du laboratoire ESPI2R. Sa thèse de doctorat porte sur la géographie de la créativité dans une perspective analytique multiscalaire. Dans le cadre de ses travaux, elle s'intéresse aux dynamiques socioterritoriales, à l'aménagement du territoire et aux questions de justice/injustice spatiale.